

CONVOCAZIONE
DU
CONSEIL COMMUNAL

*Code de la démocratie locale et de la
décentralisation*

ART. L1122-11 - Le conseil s'assemble toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions, et au moins dix fois par an.

Lorsqu'au cours d'une année, le conseil s'est réuni moins de dix fois, durant l'année suivante, le nombre de conseillers requis pour permettre la convocation du conseil est réduit au quart des membres du Conseil communal.

ART. L1122-12 - Le conseil est convoqué par le collège communal. Sur la demande d'un tiers des membres en fonction, le collège communal est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

ART. L1122-13 - §1^{er}. Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par courrier électronique, au moins sept jours francs avant celui de la réunion ; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3.

Les points de l'ordre du jour sont indiqués avec suffisamment de clarté et sont accompagnés d'une note de synthèse explicative.

La convocation ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour peuvent être transmises par écrit et à domicile si le mandataire en a fait la demande par écrit ou si la transmission par courrier électronique est techniquement impossible.

§ 2. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour.

Le directeur général ou le fonctionnaire désigné par lui ainsi que le directeur financier ou le fonctionnaire désigné par lui, se tiennent à la disposition des conseillers afin de leur donner des explications techniques nécessaires à la compréhension des dossiers, et cela pendant au moins deux périodes précédant la séance du conseil communal, dont une période durant les heures normales d'ouverture des bureaux et une période en dehors de ces heures. Le règlement d'ordre intérieur détermine les modalités d'application du présent paragraphe.

ART. L1122-15 - Le conseil est présidé par le bourgmestre, ou celui qui le remplace sauf lorsqu'un président d'assemblée est désigné en vertu de l'article L1122-34, §3. Il ouvre et clôt la séance.

ART. L1122-17 - Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu ; en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

ART. L1122-24 - Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents ; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant l'assemblée ; elle doit être accompagnée d'une note de synthèse explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du collège communal de faire usage de cette faculté.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil.

Chaque point inscrit à l'ordre du jour donnant lieu à une décision doit, dans les conditions établies par le règlement d'ordre intérieur, être accompagné par un projet de délibération. Le conseiller communal qui demande l'inscription à l'ordre du jour d'un point donnant lieu à une décision joint à sa demande un projet de délibération.

Conformément à l'article L1122-13 § 1^{er}/~~L1122-17 (4)~~ du C.D.L.D., nous avons l'honneur de convoquer «**Titre**» «**Prénom**» «**Nom**» ~~pour la fois (4)~~ à la SEANCE du CONSEIL qui aura lieu le **13 juillet 2020 à 18 heures à la cantine de l'école communale d'Estaimpuis.**

ORDRE DU JOUR :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 18 mai 2020
2. Mesures d'allègement fiscal à l'égard des commerçants ayant subi une fermeture en raison de la crise sanitaire de la Covid-19 – ratification de la décision du Collège
3. Programme stratégique transversal – évaluation
4. Rapport annuel de rémunération visé à l'article L6421-1 du C.D.L.D. – année 2019 – examen – décision
5. C.P.A.S. – exercice 2019 – compte – approbation
6. C.P.A.S. – exercice 2020 – modification budgétaire n° 1 aux services ordinaire et extraordinaire – décision
7. Commune – exercice 2020 – modification budgétaire n° 3 aux services ordinaire et extraordinaire – décision
8. Patrimoine – déclassement de matériel roulant communal (compte général 23 231)
9. Gestion et octroi provision à l'économe du Centre Educatif Mitterrand Estaimpuis
10. Estaimpuis – écoles communales primaires – restructuration
11. Intercommunale IMSTAM – assemblée générale ordinaire du 2 septembre 2020 – approbation des points inscrits à l'ordre du jour
12. Adhésion à la centrale d'achats du SPW – Service Public de Wallonie – approbation de la convention
13. Estaimpuis, crèche communale : installation de panneaux photovoltaïques – approbation des conditions et du mode de passation
14. Leers-Nord - cimetière – création de chemins piétons en asphalte – approbation des conditions et du mode de passation
15. Evregnies, école – réalisation d'une chape et d'un nouveau carrelage dans 2 locaux – approbation des conditions et du mode de passation

./.

CONVOCAZIONE
DU
CONSEIL COMMUNAL

*Code de la démocratie locale et de la
décentralisation*

ART. L1122-11 - Le conseil s'assemble toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions, et au moins dix fois par an.

Lorsqu'au cours d'une année, le conseil s'est réuni moins de dix fois, durant l'année suivante, le nombre de conseillers requis pour permettre la convocation du conseil est réduit au quart des membres du Conseil communal.

ART. L1122-12 - Le conseil est convoqué par le collège communal. Sur la demande d'un tiers des membres en fonction, le collège communal est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

ART. L1122-13 - §1^{er}. Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par courrier électronique, au moins sept jours francs avant celui de la réunion ; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3.

Les points de l'ordre du jour sont indiqués avec suffisamment de clarté et sont accompagnés d'une note de synthèse explicative.

La convocation ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour peuvent être transmises par écrit et à domicile si le mandataire en a fait la demande par écrit ou si la transmission par courrier électronique est techniquement impossible.

§ 2. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour.

Le directeur général ou le fonctionnaire désigné par lui ainsi que le directeur financier ou le fonctionnaire désigné par lui, se tiennent à la disposition des conseillers afin de leur donner des explications techniques nécessaires à la compréhension des dossiers, et cela pendant au moins deux périodes précédant la séance du conseil communal, dont une période durant les heures normales d'ouverture des bureaux et une période en dehors de ces heures. Le règlement d'ordre intérieur détermine les modalités d'application du présent paragraphe.

ART. L1122-15 - Le conseil est présidé par le bourgmestre, ou celui qui le remplace sauf lorsqu'un président d'assemblée est désigné en vertu de l'article L1122-34, §3. Il ouvre et clôt la séance.

ART. L1122-17 - Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu ; en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

ART. L1122-24 - Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents ; leurs noms seront inscrits au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant l'assemblée ; elle doit être accompagnée d'une note de synthèse explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du collège communal de faire usage de cette faculté.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil.

Chaque point inscrit à l'ordre du jour donnant lieu à une décision doit, dans les conditions établies par le règlement d'ordre intérieur, être accompagné par un projet de délibération. Le conseiller communal qui demande l'inscription à l'ordre du jour d'un point donnant lieu à une décision joint à sa demande un projet de délibération.

Conformément à l'article L1122-13 § 1^{er}/~~L1122-17 (4)~~ du C.D.L.D., nous avons l'honneur de convoquer «**Titre**» «**Prénom**» «**Nom**» ~~pour la~~
~~fois (4)~~ à la SEANCE du CONSEIL qui aura lieu le **13 juillet 2020** à **18 heures à la cantine de l'école communale d'Estaimpuis.**

ORDRE DU JOUR (suite 1) :

16. Estaimpuis, complexe sportif – remplacement de l'alarme incendie – approbation des conditions et du mode de passation
17. Estaimpuis – Leers-Nord, rues de la Frontière et du Rieu – approbation du projet
18. Estaimpuis – cité Losfeld – rénovation des trottoirs - phase 2 – approbation des conditions et du mode de passation
19. Entité d'Estaimpuis - divers travaux de rénovation de voiries – 2020 – approbation des conditions et du mode de passation.
20. Estaimbourg – hall technique – finalisation de la dalle – approbation des conditions et du mode de passation
21. Marché public de fourniture – « achat de tableaux numériques » - approbation du cahier spécial des charges
22. Opération immobilière – Estaimpuis – Café « Au P'tit Cœur » situé Rue Jean Lefebvre 5 – acquisition
23. Expropriation pour cause d'utilité publique du bâtiment de l'ancienne gendarmerie sis Rue du Centre, 87 à Leers-Nord – approbation du dossier
24. Ancrage communal 2014-2016 - création d'un logement de transit et de deux logements d'insertion dans l'ancienne gendarmerie, rue du Centre, 93 à Leers-Nord – approbation du cahier spécial des charges, des conditions et du mode de passation du marché : nouvelle décision
25. Programme d'Actions sur les Rivières par une approche Intégrée et Sectorisée (P.A.R.I.S.) – approbation des enjeux, objectifs, projets et mesures dans le cadre de la gestion communale des cours d'eau de 3^e catégorie
26. Charte communale de l'inclusion de la personne en situation de handicap – adhésion – ratification de la décision du Collège
27. Mise en place de chèques « Covid-19 » afin de relancer l'économie, soutenir les commerces et indépendants ainsi que le pouvoir d'achat – décision
28. Arrêtés du Bourgmestre – ratification

./.

CONVOCATION
DU
CONSEIL COMMUNAL

*Code de la démocratie locale et de la
décentralisation*

ART. L1122-11 - Le conseil s'assemble toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions, et au moins dix fois par an.

Lorsqu'au cours d'une année, le conseil s'est réuni moins de dix fois, durant l'année suivante, le nombre de conseillers requis pour permettre la convocation du conseil est réduit au quart des membres du Conseil communal.

ART. L1122-12 - Le conseil est convoqué par le collège communal. Sur la demande d'un tiers des membres en fonction, le collège communal est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

ART. L1122-13 - §1^{er}. Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par courrier électronique, au moins sept jours francs avant celui de la réunion ; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3.

Les points de l'ordre du jour sont indiqués avec suffisamment de clarté et sont accompagnés d'une note de synthèse explicative.

La convocation ainsi que les pièces relatives aux points inscrits à l'ordre du jour peuvent être transmises par écrit et à domicile si le mandataire en a fait la demande par écrit ou si la transmission par courrier électronique est techniquement impossible.

§ 2. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour.

Le directeur général ou le fonctionnaire désigné par lui ainsi que le directeur financier ou le fonctionnaire désigné par lui, se tiennent à la disposition des conseillers afin de leur donner des explications techniques nécessaires à la compréhension des dossiers, et cela pendant au moins deux périodes précédant la séance du conseil communal, dont une période durant les heures normales d'ouverture des bureaux et une période en dehors de ces heures. Le règlement d'ordre intérieur détermine les modalités d'application du présent paragraphe.

ART. L1122-15 - Le conseil est présidé par le bourgmestre, ou celui qui le remplace sauf lorsqu'un président d'assemblée est désigné en vertu de l'article L1122-34, §3. Il ouvre et clôt la séance.

ART. L1122-17 - Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu ; en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

ART. L1122-24 - Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents ; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant l'assemblée ; elle doit être accompagnée d'une note de synthèse explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du collège communal de faire usage de cette faculté.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil.

Chaque point inscrit à l'ordre du jour donnant lieu à une décision doit, dans les conditions établies par le règlement d'ordre intérieur, être accompagné par un projet de délibération. Le conseiller communal qui demande l'inscription à l'ordre du jour d'un point donnant lieu à une décision joint à sa demande un projet de délibération.

Conformément à l'article L1122-13 § 1^{er}/~~L1122-17 (4)~~ du C.D.L.D., nous avons l'honneur de convoquer «Titre» «Prénom» «Nom» ~~pour la fois (4)~~ à la SEANCE du CONSEIL qui aura lieu le **13 juillet 2020** à **18 heures à la cantine de l'école communale d'Estaimpuis.**

ORDRE DU JOUR (suite 2) :

HUIS CLOS

29. Personnel communal – démission – admission à la pension
30. Personnel enseignant – nominations à titre définitif :
 - a. d'une institutrice maternelle à raison de 13 périodes supplémentaires
 - b. d'une institutrice primaire
 - c. d'une institutrice primaire à raison de 8/24^e
 - d. d'une institutrice primaire à raison de 16/24^e
 - e. d'une institutrice primaire chargée des cours en immersion linguistique : Anglais, à raison de 16 périodes
 - f. d'un maître d'Education Physique à raison de 2 périodes supplémentaires
31. Personnel enseignant – interruption de carrière – prolongation
32. Personnel enseignant – interruptions de carrière dans le cadre du congé parental
33. Personnel enseignant – ratification délibérations du Collège

Par le Collège communal :

Par ordonnance :
La Directrice Générale,

Le Bourgmestre,

V. BREYNE.

D. SENESAEL.

(1) Biffer "L1122-17" et les mots "pour la fois" sauf pour le cas où l'assemblée est convoquée pour la 2^e ou la 3^e fois, auquel cas il y a lieu de biffer "L1122-13 § 1^{er}".